

APRÈS LA RÉUNION MINISTÈRE-SYNDICATS D'HIER

Pas de dégel dans l'éducation

Les syndicats de l'éducation et le ministère de tutelle ont repris langue hier. La réunion marathon à laquelle ont été conviés les syndicats n'a pas eu l'effet escompté par le département de Baba Ahmed. La grève se poursuit aujourd'hui. Les syndicats ne sont pas sortis satisfaits de cette rencontre. Ils consulteront néanmoins leurs bases ce week-end pour évaluer les résultats de cette rencontre.

Nawal Imès - Alger(Le Soir) - Après trois semaines de bras de fer, syndicats et ministère de l'Éducation ont tenu hier une réunion de quelques heures. En fin de journée, le bilan était plutôt mitigé.

Le Cnapest a affiché clairement sa déception. Son coordonnateur national estimait hier qu'aucune avancée n'avait été enregistrée à l'issue de cette rencontre et les explications fournies par le département de Baba Ahmed avaient un goût de déjà entendu.

Pour Nouar Larbi, il ne s'agit ni plus ni moins de diversion. Il affirme que le seul moyen d'arrêter la grève, c'est l'ouverture de négociations sérieuses avec son syndicat et la Fonction publique et non pas ce genre de rencontres auxquelles sont conviés de «pseudo-syndicats».

Le ton est plus nuancé du côté du Snapest. Meziane Meriane estimait hier que certains points étaient positifs, notamment l'abrogation de l'article 32 bis du statut particulier qui rallonge la

période de transition jusqu'à 2017 pour la promotion des enseignants du secondaire.

Même satisfaction au sujet de la gestion de carrière des censeurs qui pourront à leur demande rejoindre le poste de professeur formateur au terme de 20 ans de service.

Le Snapest ira jusqu'au bout de son mouvement de grève qui doit prendre fin aujourd'hui et s'en remettra à ses instances ce week-end pour évaluer les résultats de cette rencontre. Ce premier contact après plus de dix jours de grève ne s'est pas passé dans une totale sérénité. Dès les premières heures de la journée, des indices montraient en effet que la réunion risquait de ne pas se dérouler sous les meilleurs auspices.

Le Snapest, le Cnapest et l'Unpef, sur le terrain de la contestation depuis trois semaines, ont reçu un fax et non pas un appel téléphonique comme d'habitude, émanant du ministère de l'Éducation à 19 h 10 minutes.



Nouar Larbi prône l'ouverture de négociations sérieuses.

Dans ce fax, les services du ministère invitaient le syndicat à se présenter au niveau de son siège à 9 heures. Constatant que l'invitation était adressée aux syndicats et non pas aux présidents de ces derniers, l'Unpef et le Cnapest ont dépêché une délégation de quatre membres non présidée par leurs premiers responsables. Seul Meziane Meriane, coordonnateur du Snapest, a fait le déplacement à El Mouradia avant de quitter les lieux. Sur place, les représentants des trois syndicats à l'origine de la grève constatent la présence d'autres syndicats du secteur. Une présence qu'ils disent ne pas comprendre.

Nonobstant ce fait, ils rejoignent la salle de réunions suivis par le chef de cabinet de Baba Ahmed qui finira par regagner les présents. Constatant l'absence des présidents de l'Unpef, du Cnapest et du Snapest, ce dernier quittera la salle pour ne revenir que quarante minutes plus tard, demander aux représentants de ces trois syndicats de quitter les lieux. S'en sont suivis des échanges houleux et une suspension de la réunion qui n'aura repris qu'en début d'après-midi. Un peu plus tôt dans la matinée, le ministre de l'Éducation dévoilait l'ordre du jour de la réunion décidée sur instruction du Premier ministre. Il s'agissait

de passer en revue les revendications en suspens et qui nécessitent l'aval de la Fonction publique. Les syndicats étaient en fait conviés à lire et à signer le procès-verbal concernant les différents points relatifs à la Fonction publique.

Le ministre évoque l'existence de 11 points de discorde dont la révision du statut de l'enseignant et la question des primes pour lesquels son secteur avait «reçu le feu vert pour entériner le procès-verbal».

Baba Ahmed a d'emblée dit non à la demande des syndicats concernant le passage d'un grade à un autre, indiquant que le changement de grade passait «nécessairement» par l'amélioration du niveau de formation et que les dérogations demandées par les syndicats étaient considérées comme non recevables.

La prime de rendement de performance pédagogique est quant à elle «presque» acquise et les revendications relatives aux primes du Sud, aux logements du Sud, à la médecine du travail sont «définitivement réglées», dit-il.

Les syndicats ne font visiblement pas la même lecture que le ministre. Le dégel souhaité par ce dernier n'aura finalement pas lieu après ce premier contact.

N. I.

ABDELATIF BABA AHMED :

«Le mouvement de grève est politisé»

Le ministre de l'Éducation a continué hier à souffler le chaud et le froid. Abdelatif Baba Ahmed considère que le mouvement de grève que connaît son secteur depuis trois semaines était «politisé», accusant des parties d'instrumentaliser l'école. Des propos tenus avant la réunion qui devait regrouper syndicats et représentants de la tutelle et au terme de laquelle il disait espérer «un dégel» de la situation.

Abdelatif Baba Ahmed a livré hier sa lecture du mouvement de grève enclenché par pas moins de trois syndicats du secteur. Il pointe un doigt accusateur envers ceux qui instrumentalisent l'école à des fins politiques dans une conjoncture marquée par la proximité des élections

présidentielles. Intervenant hier matin à quelques heures du début de la réunion syndicats-tutelle sur les ondes de la Chaîne III, le ministre de l'Éducation qui se qualifie de technocrate considère que «la grève est un mouvement politisé à cause de la conjoncture actuelle. Les analyses me démontrent qu'il y a de très fortes chances pour que cela soit un mouvement qui a été politisé à cause de la présidentielle du 7 avril 2014».

Plus loin, il dira que son secteur faisait face à des «personnes» qui l'empêchaient d'ouvrir les dossiers sérieux de la réforme en raison des perturbations cycliques qu'il connaît.

Revenant sur les différentes mesures prises par son département à l'encontre des enseignants ayant suivi le mouvement, Baba Ahmed a confirmé avoir donné instructions de sanctionner les grévistes et d'affirmer qu'il s'agissait de



Baba Ahmed appelle au rattrapage des cours.

«sanctions réglementaires relatives à des ponctions sur salaires, qui n'ont, toutefois, pas encore été effectuées», expliquant

qu'«au cas où les enseignants persistent à maintenir la grève, le ministère leur enverra des mises en demeure pour les obliger à reprendre le travail. Dans le cas où ils persévèrent, cela entraînera le passage au conseil de discipline et éventuellement le licenciement».

Des mesures disciplinaires qui pourraient, selon lui, être abandonnées en cas de reprise du travail par les concernés et une possibilité d'abandonner les ponctions sur salaires pour les enseignants qui s'engagent à rattraper les cours. «Chaque enseignant gréviste qui rattrapera les cours, son salaire sera restitué», dit-il, avançant des pistes pour le rattrapage des cours qui pourra se faire samedi, mardi après-midi et durant les vacances scolaires de printemps. Un retard rattrapable, dit-il, pour peu que les enseignants fassent un effort.

N. I.

À L'INITIATIVE DU COLLECTIF DES MILITANTS RÉPUBLICAINS DÉMOCRATES

DE TIZI-OUZOU

Rassemblement de soutien aux Mozabites

Suite à un appel lancé par un groupe d'internautes relayé sur Facebook, qui s'est donné pour nom «Collectif des militants républicains démocrates», une centaine de citoyens se sont rassemblés dans la matinée d'hier, sur l'esplanade de l'ex-Hôtel de ville de Tizi-Ouzou, en signe de solidarité à la communauté mozabite de Ghardaïa.

Le rassemblement s'est déroulé dans le calme, mais sous une présence discrète mais vigilante des éléments des services de sécurité, dont le véhicule était à l'écart du lieu du rassemblement d'où émergeaient,

côte à côte, l'emblème national et le drapeau aux couleurs jaune et vert amazigh. «Ça suffit ! Ghardaïa meurtrie, la République en danger !» proclamait une banderole déployée. Avant de se disperser dans le

calme, les manifestants ont assisté à la lecture d'une déclaration, à travers laquelle les initiateurs de ce rassemblement ont fait part de leur inquiétude devant «la situation que vit la communauté mozabite de Ghardaïa, marquée par la provocation, l'horreur, les affrontements et les assassinats.»

Et d'ajouter : «Nous, Collectif des militants républicains démocrates, initiateurs de ce rassemblement et avec vous tous,

condamnons les crimes abominables et moyenâgeux, commis à l'encontre de paisibles citoyens sans défense, qui souhaitent vivre uniquement pour une Algérie de démocratie, de pluralité et de prospérité.»

Tout en déplorant «la situation humanitaire dans le M'zab, qui s'aggrave de jour en jour», les auteurs de cette déclaration dénoncent le black-out et le silence instauré autour de ces événements, attitude qu'ils impu-

tent «au régime algérien qui tente de détourner l'opinion des véritables mobiles de la tragédie».

Pour les rédacteurs de cette déclaration, «l'incapacité des autorités d'appliquer les lois de la République à l'encontre des auteurs du drame et de faire face au chaos, est délibérément voulu pour finir par briser toute organisation sociale, susceptible d'entretenir l'harmonie entre frères.»

S. A. M.